

**Séance ordinaire du  
lundi 8 février 2021**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le huit février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Protection de la population et tranquillité publique**

**Présents :**

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

**Absents :**

**Coopération entre la Ville de Montpellier et les forces de sécurité de l'Etat -  
Convention de mise à disposition de services de radiocommunication sur  
l'infrastructure nationale partageable des transmissions sous l'autorité de  
Monsieur le Préfet - Approbation**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

La gestion de la sécurité au quotidien nécessite de conforter les coopérations opérationnelles entre les services de la Ville de Montpellier et la Direction Départementale de la Sécurité Publique (DDSP) en :

- Permettant un échange permanent sécurisé et fiable entre le Centre d'Information et de Commandement (CIC) de la Direction Départementale de la Sécurité Publique et les effectifs de la police municipale ;
- Transmettant immédiatement les informations opérationnelles nécessaires au bon exercice des missions de voie publique ;
- Renforçant la sécurité des équipages par la possibilité de déclencher des appels d'urgence.

Conformément aux circulaires NOR INTK1504903J et NOR INTA 182943J du ministère de l'Intérieur, respectivement du 14 avril 2015 et du 09 novembre 2018, sur l'interopérabilité des réseaux de radiocommunication entre les polices municipales et les forces de sécurité de l'État, une interopérabilité des réseaux de radiocommunication est proposée aux mairies.

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette interopérabilité entre la police municipale de la ville de Montpellier et la DDSP de l'Hérault, il est convenu ce qui suit :

Les ressources de radiocommunication suivantes sont mises à disposition de la police municipale de Montpellier selon deux modes :

- Mode relayé :
  - L'écoute de la conférence 30 dite « de recueil » qui permet la réception des appels généraux de la Police Nationale, veillée 24 heures sur 24, par le CIC départemental de la Sécurité Publique ;
  - L'accès à la conférence temporaire 102 (dite d'interopérabilité), activée à l'occasion d'événements exceptionnels, programmés ou non ;
  - L'usage de la conférence prioritaire de détresse qui offre la possibilité aux effectifs en situation de danger d'alerter le CIC qui apportera une réponse opérationnelle adaptée ;
- Mode tactique :
  - L'utilisation du mode direct grâce au canal DIR 90 ;
  - L'utilisation du Relais Indépendant Portable au moyen du canal RIP 90.

**Mise en œuvre des axes de collaboration :**

L'acquisition et la maintenance des moyens matériels nécessaires à l'utilisation de ces fonctionnalités de radiocommunication sont intégralement à la charge de la Ville de Montpellier.

Ils consistent en terminaux portatifs, fixes ou mobiles, à la norme TETRAPOL, afin d'assurer leur compatibilité avec l'INPT (L'infrastructure nationale partageable des transmissions).

Le Service Interministériel Départemental des Systèmes d'Information et de communication (SIDSIC) assure :

- La programmation et, le cas échéant, la mise à jour logicielle des terminaux qui lui sont présentés par la police municipale au moyen des RFGI (Identifiant d'un terminal radio sur l'INPT) délivrés par le service des technologies et des systèmes d'information de la sécurité intérieure (ST(SI)<sup>2</sup>) ;
- Le renouvellement tous les deux ans des clefs de chiffrement des terminaux.

Au titre de la sécurité de l'INPT, le service de police municipale bénéficiaire veille :

- A ne mettre ses équipements qu'à disposition des personnels de la PM et à ne pas divulguer les informations échangées sur le réseau ;
- A la traçabilité de ses moyens ;
- A la conservation de ses terminaux dans des locaux sécurisés lorsqu'ils ne sont pas employés.

La formation portant sur l'interopérabilité des réseaux de radiocommunication entre les polices municipales et les forces de sécurité de l'État sera réalisée par le CNFPT (Centre National de la Fonction Publique Territoriale) de rattachement au bénéfice des personnes ressources des polices municipales concernées. Les modalités de cette formation feront l'objet d'une convention de formation.

**Conditions financières :**

L'opération d'interopérabilité adoptera un phasage en deux parties selon le plan de financement estimatif suivant :

- 1<sup>ère</sup> phase en 2021 avec l'acquisition d'une valise d'interopérabilité, de terminaux et accessoires dédiés estimé à 15 000 € TTC ;
- 2<sup>ème</sup> phase en 2022 avec une reprise de l'infrastructure générale du réseau TETRA pour le rendre conforme au cryptage et au chiffrement : 250 000 € TTC.

Par contre, aucune contribution financière ne sera demandée pour l'emploi de ces ressources radio à la suite de la décision du Comité de Pilotage (COPIL) national de l'INPT du 24 janvier 2019.

**Application géographique et temporelle de la convention**

Le périmètre d'utilisation est limité à la zone de compétence de la police municipale de Montpellier. La présente convention prend effet à compter de la date de sa signature pour une durée initiale de 1 an. Elle se renouvellera ensuite tacitement, par période d'un an.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'adopter la convention de mise à disposition de services de radiocommunication sur l'infrastructure nationale partageable des transmissions ;
- d'imputer la dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget 2021 de la Ville de Montpellier, chapitres 901 et 931 ;

- de solliciter des aides financières, notamment les subventions accordées par le FIPD au titre de la prévention de la délinquance ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 17 février 2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention opérabilité PN et PM

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20210208-153332-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/21  
Réception en Préfecture : 17/02/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.